Département des Pyrénées-Atlantiques
COMMUNE DE SAINTE-COLOME

de la

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_01-DE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 janvier 2025

L'An deux mil vingt-cinq, le vingt-et-un janvier à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie de Sainte-Colome, sous la présidence du Premier Adjoint, Bernard PINOUT, agissant par suppléance.

Date de convocation : 17 janvier 2025
Présents : Mesdames Marie-Anne CARRILLO et Françoise COUMES, Messieurs Frédéric AUGAREILS, Éric DELIE, Grégory LABEDE, Bernard PINOUT et André SAMSON.
Président de séance : Monsieur Bernard PINOUT.
Secrétaire de séance : Madame Marie-Anne CARRILLO.

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 2024

Membres en exercice : 7 **Présents : 7** **Procurations : 0**
Votes : 7 **Pour : 7** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Monsieur le Premier Adjoint donne lecture du procès-verbal de la séance du 5 décembre 2024 au Conseil Municipal et lui demande de l'approuver.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu monsieur le Premier Adjoint et en avoir délibéré :

APPROUVE le procès-verbal de la séance du 5 décembre 2024.

Fait et délibéré à SAINTE-COLOME,
les jours et mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,

Le Premier Adjoint, par suppléance,

MAIRIE DE STE-COLOME 64260 (Pyr.-Atlantiques)

Bernard PINOUT

Le secrétaire de séance,

Marie-Anne CARRILLO

Acte rendu exécutoire
après transmission à la sous-préfecture le : 22 JAN. 2025
et affichage le : 22 JAN. 2025

Département des Pyrénées-Atlantiques
COMMUNE DE SAINTE-COLOME

de la

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_02-DE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 janvier 2025

L'An deux mil vingt-cinq, le vingt-et-un janvier à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie de Sainte-Colome, sous la présidence du Premier Adjoint, Bernard PINOUT, agissant par suppléance.

Date de convocation : 17 janvier 2025
Présents : Mesdames Marie-Anne CARRILLO et Françoise COUMES, Messieurs Frédéric AUGAREILS, Éric DELIE, Grégory LABEDE, Bernard PINOUT et André SAMSON.
Président de séance : Monsieur Bernard PINOUT.
Secrétaire de séance : Madame Marie-Anne CARRILLO.

OBJET : VALIDATION DES DEVIS

Membres en exercice : 7 **Présents : 7** **Procurations : 0**
Votes : 7 **Pour : 7** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Monsieur le Premier Adjoint présente au Conseil Municipal :

- le devis d'Artifix, d'un montant de 97,20 € T.T.C., pour la réalisation d'un panneau des financeurs de l'opération d'installation d'une bâche incendie,
- le devis rédigé par Les Plaisirs du caviste d'un montant de 333,00 € T.T.C. afin de palier à l'absence de la cantinière et agent d'entretien,

et leur demande de délibérer à ce sujet.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Premier Adjoint dans ses explications complémentaires et en avoir délibéré,

ACCEPTE le devis d'Artifix d'un montant de 97,20 € T.T.C. pour la réalisation d'un panneau des financeurs de l'installation d'une bâche incendie,

ACCEPTE le devis rédigé par Les Plaisirs du caviste d'un montant de 333,00 € T.T.C. afin de palier à l'absence de la cantinière et agent d'entretien,

AUTORISE le Premier Adjoint à signer les devis correspondants.

Fait et délibéré à SAINTE-COLOME,
les jours et mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,
Le secrétaire de séance,

Le Premier Adjoint, par suppléance,

MAIRIE DE STE-COLOME 64260 (Pyr.-Atlantiques)

Bernard PINOUT

Marie-Anne CARRILLO

Acte rendu exécutoire
après transmission à la sous-préfecture le : 22 JAN. 2025
et affichage le : 22 JAN. 2025

2025-21-01-02

Département des Pyrénées-Atlantiques
COMMUNE DE SAINTE-COLOME

de la

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_03-DE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 janvier 2025

L'An deux mil vingt-cinq, le vingt-et-un janvier à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie de Sainte-Colome, sous la présidence du Premier Adjoint, Bernard PINOUT, agissant par suppléance.

Date de convocation : 17 janvier 2025
Présents : Mesdames Marie-Anne CARRILLO et Françoise COUMES, Messieurs Frédéric AUGAREILS, Éric DELIE, Grégory LABEDE, Bernard PINOUT et André SAMSON.
Président de séance : Monsieur Bernard PINOUT.
Secrétaire de séance : Madame Marie-Anne CARRILLO.

OBJET : VALIDATION DU DOCUMENT DES RÈGLES DE VIE COMMUN AUX ÉCOLES DE SAINTE-COLOME ET SÉVIGNACQ-MEYRACQ

Membres en exercice : 7 **Présents : 7** **Procurations : 0**
Votes : 7 **Pour : 7** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Monsieur le Premier Adjoint présente au Conseil Municipal le document des règles de vie commun aux écoles de Sainte-Colome et Sévignacq-Meyracq et lui demande de délibérer à ce sujet.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de monsieur le Premier Adjoint et après en avoir délibéré,

APPROUVE le document des règles de vie commun aux écoles de Sainte-Colome et Sévignacq-Meyracq,

CHARGE monsieur le Premier Adjoint d'en informer la directrice de l'école de Sainte-Colome.

Fait et délibéré à SAINTE-COLOME,
les jours et mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,

Le Premier Adjoint, par suppléance,

MAIRIE DE STE-COLOME 64260 (Pyr.-Atlantiques)

Bernard PINOUT

Le secrétaire de séance,

Marie-Anne CARRILLO

Acte rendu exécutoire
après transmission à la sous-préfecture le : 22 JAN. 2025
et affichage le : 22 JAN. 2025

RPI SAINTE-COLOME SÉVIGNACQ-MEYRACQ

8 janvier 2025

RÈGLES DE VIE dans l'ÉCOLE

Les règles de vie complètent le règlement intérieur de l'école.
Elles s'appliquent en continuité sur l'ensemble de la journée scolaire.

Dans la cour de l'école :

Les comportements agressifs, les grossièretés et les jeux violents sont interdits.
Les enfants doivent rester en vue du personnel de surveillance : ils ne sont pas autorisés à aller dans les angles morts, notamment devant le grand portail.
Les ballons sortis de l'enceinte de l'école sont récupérés en une seule fois en fin de récréation.
L'utilisation des stylos, feutres, ciseaux et compas est interdite en dehors des salles de classe.
Les enfants ne sont pas autorisés à introduire des objets personnels à l'école.
Les transactions impliquant de l'argent ou des objets de valeurs sont interdites.

Dans le préau :

Il est interdit de courir dans le préau.
L'utilisation du toboggan n'est autorisée qu'en position assise, les pieds en avant.
Les enfants qui atteignent le haut du toboggan par l'échelle sont prioritaires.
Il est interdit de sauter depuis le toboggan.
Il est interdit de chahuter avec le matériel (tapis, poutre, tunnel).
Il est interdit de jouer à la bagarre.

Dans les couloirs et les toilettes :

Il est strictement interdit de courir et de jouer dans les couloirs.
Il est interdit de toucher aux robinets des chasses d'eau.
Il est interdit de grimper sur les lavabos ou sur les cuvettes.
Les toilettes doivent être laissées dans un état de propreté convenable.
Les enfants doivent demander l'autorisation pour entrer dans les locaux pendant la récréation.

Cantine :

Un règlement spécifique à la cantine a été établi.

Médicaments :

Comme stipulé par le règlement intérieur, les élèves ne sont pas autorisés à introduire des médicaments dans l'école. Les situations particulières doivent faire l'objet d'un PAI avec le médecin scolaire.

Tous les adultes de l'école (enseignants et personnel communal) font appliquer les mêmes règles. En cas de manquements, des sanctions pourront être prises par l'autorité compétente (enseignants ou mairie).

Élève : nom, prénom et signature	Signature des parents

Département des Pyrénées-Atlantiques
COMMUNE DE SAINTE-COLOME

de la

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 janvier 2025

L'An deux mil vingt-cinq, le vingt-et-un janvier à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie de Sainte-Colome, sous la présidence du Premier Adjoint, Bernard PINOUT, agissant par suppléance.

Date de convocation : 17 janvier 2025
Présents : Mesdames Marie-Anne CARRILLO et Françoise COUMES, Messieurs Frédéric AUGAREILS, Éric DELIE, Grégory LABEDE, Bernard PINOUT et André SAMSON.
Président de séance : Monsieur Bernard PINOUT.
Secrétaire de séance : Madame Marie-Anne CARRILLO.

OBJET : RAPPORT 2023 SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC ET RÈGLEMENT DE SERVICE MIS À JOUR DU SIVU D'ASSAINISSEMENT DE LA VALLÉE D'OSSAU

Membres en exercice : 7 **Présents : 7** **Procurations : 0**
Votes : 7 **Pour : 7** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Monsieur le Premier Adjoint présente au Conseil Municipal le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public d'Assainissement Collectif de l'année 2023 que le SIVU d'Assainissement de la Vallée d'Ossau a dressé ainsi que le règlement de service mis à jour.

Il propose aux conseillers municipaux de délibérer sur ces sujets.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de monsieur le Premier Adjoint et après en avoir délibéré,

APPROUVE le Rapport 2023 sur le Prix et la Qualité du Service public d'Assainissement Collectif que le SIVU d'Assainissement de la Vallée d'Ossau a dressé,

PREND ACTE du règlement de service mis à jour.

Fait et délibéré à SAINTE-COLOME,
les jours et mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,
Le secrétaire de séance,

Le Premier Adjoint, par suppléance,

MAIRIE DE STE-COLOME 64260 (Pyr.-Atlantiques)

Bernard PINOUT

Marie-Anne CARRILLO

Acte rendu exécutoire
après transmission à la sous-préfecture le : 22 JAN. 2025
et affichage le : 22 JAN. 2025
2025-21-01-04

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

SIVU
Assainissement de la Vallée d'Ossau

Règlement du service de l'assainissement collectif

Le règlement du service désigne le document établi par la collectivité et adopté par délibération du 22 décembre 2020 ; il définit les conditions de réalisation des ouvrages de raccordement au réseau d'assainissement et les relations entre l'exploitant et de l'abonné du service.

Dans le présent document :

- **vous** désigne l'abonné c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat de déversement dans le réseau d'assainissement collectif. Ce peut être : le propriétaire ou le locataire ou l'occupant de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic. Certaines dispositions au sujet de la réalisation des ouvrages concernent spécifiquement le propriétaire.

- **la collectivité** désigne le SYNDICAT DE LA VALLEE D'OSSAU en charge du service de l'assainissement collectif.

- **l'exploitant** désigne l'entreprise AGUR à qui la collectivité a confié par contrat la gestion du service de l'assainissement collectif, dans les conditions du règlement du service.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

1- Le service de l'assainissement collectif

Le service de l'assainissement collectif désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'évacuation de vos eaux usées (collecte, transport et traitement).

1•1 - Les eaux admises

Peuvent être rejetées dans les réseaux d'eaux usées :

- les eaux usées domestiques. Il s'agit des eaux d'utilisation domestique provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires
- les eaux usées assimilables aux eaux usées domestiques.

Sous certaines conditions et après autorisation préalable de la collectivité, les eaux usées autres que domestiques (industries, artisans, hôpitaux, ...) peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement.

Les eaux pluviales, eaux de source ou trop-plein doivent être géré par le particulier sur sa parcelle privée, ou être rejetés dans les collecteurs pluviaux spécifiques sous réserve d'un accord préalable du gestionnaire de réseau.

Les eaux de vidange de piscine privées peuvent exceptionnellement être rejetées dans le réseau d'assainissement à condition de respecter les paramètres suivants :

- il faudra avoir arrêté le traitement au chlore ou au sel 15 jours préalablement à la vidange,
- le débit de vidange devra être maîtrisé pour ne pas mettre en péril (en charge ou provoquer des à-coups hydrauliques) le réseau public d'assainissement des eaux usées

Vous pouvez contacter à tout moment l'exploitant du service pour connaître les conditions de déversement de vos eaux dans le réseau d'assainissement collectif, ainsi que les modalités d'obtention d'une autorisation particulière, si nécessaire.

1•2 - Les engagements de l'exploitant

L'exploitant s'engage à prendre en charge vos eaux usées, dans le respect des règles de salubrité et de protection de l'environnement.

L'exploitant vous garantit la continuité du service, sauf circonstances exceptionnelles.

Les prestations qui vous sont garanties, sont les suivantes :

- une proposition de rendez-vous dans un délai de 8 jours en réponse à toute demande pour un motif sérieux, avec respect de l'horaire du rendez-vous dans une plage de 3 heures,
- une assistance technique au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d'un appel local), 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, pour répondre aux urgences techniques avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans les 2 heures en cas d'urgence,
- un accueil téléphonique au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d 'un appel local) du lundi au vendredi de 8h à 18h pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions,
- une réponse écrite à vos courriers dans les 15 jours suivant leur réception, qu'il s'agisse de questions techniques ou concernant votre facture,
- pour l'installation d'un nouveau branchement :
  - l'envoi du devis sous 15 jours après réception de votre demande (ou après rendez-vous d'étude des lieux, si nécessaire),
  - la réalisation des travaux à la date qui vous convient ou au plus tard dans les 30 jours après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives.

1•3 - Les règles d'usage du service de l'assainissement collectif

En bénéficiant du service de l'assainissement collectif, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'assainissement collectif.

Ces règles vous interdisent :

- de causer un danger pour le personnel d'exploitation,
- de dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur fonctionnement,
- de créer une menace pour l'environnement,
- de raccorder sur votre branchement les rejets d'une autre habitation que la vôtre.

En particulier, vous ne devez pas rejeter :

- le contenu de fosses septiques et/ou les effluents issus de celles-ci,
- les déchets solides tels que ordures ménagères, y compris après broyage,
- les graisses,
- les huiles usagées, les hydrocarbures, solvants, acides, bases, cyanures, sulfures, métaux lourds, ...,
- les produits et effluents issus de l'activité agricole (engrais, pesticides, lisiers, purins, nettoyage de cuves, etc.),
- les produits radioactifs.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne devez en aucun cas y déverser, sauf dérogation accordée par le Syndicat d'Assainissement de la Vallée d'Ossau:

- les eaux pluviales. Il s'agit des eaux provenant après ruissellement soit des précipitations atmosphériques, soit des arrosages ou lavages des voies publiques ou privées, des jardins, des cours d'immeubles...
- des eaux de source ou souterraines,

Vous ne devez pas non plus rejeter des eaux usées dans les ouvrages destinés à évacuer uniquement les eaux pluviales.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner des poursuites de la part de la collectivité et de l'exploitant.

Dans le cas de risques pour la santé publique ou d'atteinte à l'environnement, la mise hors service du branchement peut être immédiate afin de protéger les intérêts des autres abonnés ou de faire cesser le délit.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

1•4 - Les interruptions du service

L'exploitant est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'assainissement collectif, entraînant ainsi une interruption du service.
Dans toute la mesure du possible, l'exploitant vous informe au moins 48 heures à l'avance des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de renouvellement, de réparations ou d'entretien).
L'exploitant ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation du service due à un accident ou un cas de force majeure.

1•5 - Les modifications du service

Dans l'intérêt général, la collectivité peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'il en a la connaissance, l'exploitant doit vous avertir, sauf cas de force majeure, des conséquences éventuelles correspondantes.

2- Votre contrat de déversement

Pour bénéficier du service de l'assainissement collectif, c'est-à-dire être raccordé au système d'assainissement collectif, vous devez souscrire un contrat de déversement.

2•1 - La souscription du contrat de déversement

Pour souscrire un contrat de déversement, il vous suffit d'en faire la demande par téléphone ou par écrit auprès de l'exploitant.
Vous recevez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat de déversement et un dossier d'information sur le service de l'assainissement collectif.
Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" vaut acceptation des conditions particulières du contrat de déversement et du règlement du service de l'assainissement collectif. Cette facture correspond à l'abonnement pour la partie restant à courir du semestre en cours ;
Votre contrat de déversement prend effet :

- soit à la date d'entrée dans les lieux,
- soit à la date de mise en service du raccordement en cas de nouveau raccordement.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat de déversement font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978.

2•2 - La résiliation du contrat de déversement

Votre contrat de déversement est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d'un appel local) ou par lettre simple. Vous devez permettre le relevé du compteur d'eau potable par un agent du distributeur d'eau potable ou de l'exploitant du service d'assainissement dans les 5 jours suivant la date de résiliation. Une facture d'arrêt de compte vous est alors adressée.

2•3 - Si vous êtes en habitat collectif

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place avec le distributeur d'eau, vous devez souscrire un contrat avec le service de l'assainissement.
S'il n'y a pas d'individualisation des contrats de distribution d'eau potable, le contrat de déversement de votre immeuble prend en compte le nombre de logements desservis par le branchement de l'immeuble et il est facturé autant de parties fixes (abonnements) que de logements.

2•4 - Données à caractère personnel

Le distributeur d'eau conserve dans ses fichiers des données à caractère personnel des abonnés. Ces fichiers sont gérés en conformité avec la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et avec le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données.
La collecte de certaines données est obligatoire car nécessaire à l'exécution du service, notamment les nom, prénom, adresse du client ainsi que l'historique des volumes consommés ou l'utilisation d'une autre ressource que le réseau public.
D'autres données facultatives destinées à améliorer le service qui vous est rendu sont collectées avec votre consentement, notamment vous coordonnées mail ou téléphoniques, coordonnées bancaires.
Les données sont conservées par le distributeur d'eau pour la gestion des contrats et du service pendant toute la durée du contrat et 5 ans à compter de sa résiliation.
Vous disposez d'un droit d'accès, d'un droit de rectification dans le cas où les données s'avèreraient inexactes, incomplètes ou périmées et d'un droit de limitation ou d'opposition à la conservation ou l'utilisation des données non obligatoires.
Vous pouvez exercer ces droits auprès du distributeur d'eau.
Vous pouvez aussi introduire un recours auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

3- Votre facture

Vous recevez, en règle générale, deux factures par an. L'une d'entre elles au moins est établie à partir de votre consommation d'eau potable. L'autre est un acompte à partir d'une estimation.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

3•1 - La présentation de la facture

La facture de l'assainissement collectif est commune avec celle du service d'eau potable.
Votre facture comporte, pour l'assainissement collectif, deux rubriques :

- une part revenant à l'exploitant,
- une part revenant à la collectivité.

Chacun de ces éléments de prix peut se décomposer en une partie fixe (abonnement) et une partie variable en fonction de la consommation d'eau potable relevée par le service de l'eau.
Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.
La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.
Toute information est disponible auprès de l'exploitant et de la collectivité.

3•2 - L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et indexés :

- selon les termes du contrat entre la collectivité et l'exploitant, pour la part destinée à ce dernier,
- par décision de la collectivité, pour la part qui lui est destinée,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'assainissement collectif, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.
Vous êtes informé des changements de tarifs à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

3•3 - Les modalités et délais de paiement

Votre abonnement est facturé par avance, semestriellement.
En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé au prorata de la durée, calculé journellement.
La partie variable de votre facture est calculée à terme échu annuellement sur la base de votre consommation en eau potable.
Si vous êtes alimenté en eau totalement ou partiellement à partir d'un puits ou d'une autre source (récupération d'eau de pluie...) qui ne dépend pas d'un service public, vous êtes tenu d'en faire la déclaration en mairie. Dans ce cas, la redevance d'assainissement collectif applicable à vos rejets est calculée conformément à la décision de la collectivité.
La facturation se fait en deux fois.

- Au cours du 1er semestre : ce montant comprend la partie fixe correspondant au semestre en cours, ainsi que la partie variable correspondant aux consommations d'eau potable de l'année écoulée, déduction faite de l'acompte facturé au semestre de l'année précédente.
- Au cours du 2nd semestre : ce montant comprend la partie fixe correspondant au semestre en cours, ainsi que la partie variable correspondant à la consommation estimée calculée sur la base de 50 % des consommations de l'année précédente.

Dans le cas de l'habitat collectif, quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau potable a été mise en place avec le distributeur d'eau, les règles appliquées à la facturation de l'eau potable sont appliquées à la facturation de l'assainissement collectif de chaque logement.
En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part à l'exploitant sans délai. Différentes solutions pourront vous être proposées après étude de votre situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion : règlements échelonnés dans le temps (dans des limites acceptables par l'exploitant), recours aux dispositifs d'aide aux plus démunis (fonds de solidarité pour le logement), ...
En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- d'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée,
- d'un remboursement ou d'un avoir, à votre choix, si votre facture a été surestimée.

Paiement fractionné
Si le montant de votre facture annuelle est supérieur à 150 euros, vous pouvez demander le paiement fractionné par prélèvements mensuels.
Vous recevez une seule facture par an, établie d'après le relevé de votre compteur d'eau potable. Cette facture, établie au mois de janvier, récapitule la partie fixe du dernier semestre de l'année écoulée, la partie variable calculée sur la base de la consommation d'eau potable de l'année écoulée, ainsi que la partie fixe du semestre à venir.
Des mois de mars à décembre, vous payez 8 % du montant de la facture correspondant à l'année précédente.
Le solde à prélever, calculé à partir de la facture du mois de janvier est réparti en une ou deux mensualités complémentaires aux mois de janvier et février.
En cas de trop-perçu, la somme vous est remboursée par virement bancaire.
La tarification appliquée est la même qu'en cas de facturation semestrielle.

3•4 - En cas de non-paiement

Dans un délai de 3 mois à compter de la réception de votre facture, après l'envoi d'une lettre de rappel, en recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure, les tarifs sont majorés de 25 %. Cette augmentation figure sur la facture.
En cas de non-paiement, l'exploitant poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

3•5 - Ecrêtement en cas de fuite après compteur

Pour les locaux d'habitation : lorsque vous avez bénéficié d'un écrêtement de votre facture d'eau potable suite à une fuite d'eau sur la canalisation après compteur, le volume facturé au titre de l'assainissement est la moyenne des volumes relevés des 3 dernières années.

3•6 - Le contentieux de la facturation

Le contentieux de la facturation est du ressort de la juridiction civile.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

4- Le raccordement

On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées au réseau public d'assainissement.

4•1 - les obligations de raccordement

La demande de raccordement doit être effectuée par le propriétaire ou son représentant auprès de l'exploitant du service. Elle est traitée dans les conditions et délais prévus dans l'article 1-2 du présent règlement.

Pour les eaux usées domestiques

En application du Code de la santé publique, le raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement est obligatoire quand celui-ci est accessible à partir de votre habitation.
Cette obligation est immédiate pour les constructions édifiées postérieurement à la réalisation du réseau d'assainissement.
Dans le cas d'une mise en service d'un réseau d'assainissement postérieure aux habitations existantes, l'obligation est soumise à un délai de deux ans.
Ce raccordement peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou servitudes de passage.
Dès la mise en service du réseau, tant que les installations privées ne sont pas raccordées ou que le raccordement n'est pas conforme aux dispositions du présent règlement, le propriétaire peut être astreint par décision de la collectivité au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement collectif.
Au terme du délai de deux ans si les installations privées ne sont toujours pas raccordées, cette somme peut être majorée, par décision de la collectivité, dans la limite de 100 %.

Pour les eaux usées assimilables aux eaux usées domestiques

Les usagers concernés peuvent demander le raccordement de leurs installations qui leur sera accordé sous réserve des capacités de transport et d'épuration des installations de la collectivité. La collectivité peut fixer des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas.

Pour les eaux usées autres que domestiques

Le raccordement au réseau est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité. L'autorisation de déversement délivrée par la collectivité peut prévoir, dans une convention spéciale de déversement, des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Elle peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de pré traitement dans vos installations privées.

4•2 - Le branchement

Le raccordement à la canalisation publique de collecte des eaux usées se fait par l'intermédiaire du branchement.
Le branchement fait partie du réseau public et comprend 3 éléments :

1. la boîte de branchement, y compris le dispositif de raccordement à la canalisation privée,
2. la canalisation située généralement en domaine public,
3. le dispositif de raccordement à la canalisation publique.

Vos installations privées commencent à l'amont du raccordement à la boîte de branchement.

En cas d'absence de boîte de branchement, la limite du branchement est la frontière entre le domaine public et le domaine privé.

4•3 - L'installation et la mise en service

La collectivité ou l'exploitant détermine, après contact avec vous, les conditions techniques d'établissement du branchement, en particulier l'emplacement des boîtes de branchement.
Le branchement est établi après votre acceptation des conditions techniques et financières.
Les travaux d'installation sont alors réalisés par l'exploitant ou par une entreprise agréée par la collectivité sous le contrôle de l'exploitant.
L'exploitant est seul habilité à mettre en service le branchement, après avoir vérifié la conformité des installations privées. Cette vérification se fait tranchées ouvertes. Le branchement est obturé. Il ne sera ouvert qu'après l'accord de l'exploitant, suite à son contrôle des installations privées. En cas de désobturation sans l'accord de l'exploitant, la remise en place de l'obturateur vous sera facturée par l'exploitant.
Lors de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la collectivité peut exécuter ou faire exécuter d'office les branchements de toutes les propriétés riveraines existantes.

4•4 - Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'installation du branchement sont à votre charge.
L'exploitant établit préalablement un devis en appliquant les tarifs fixés par le bordereau des prix annexé au contrat passé entre la collectivité et lui. Un acompte de 50 % sur les travaux doit être réglé à la signature valant acceptation du devis.
La collectivité peut vous demander, en sus des frais de branchement, une participation financière pour tenir compte de l'économie que vous réalisez en évitant d'avoir à construire, ou à réhabiliter, une installation d'assainissement individuelle. Le montant de cette participation est déterminé par délibération de la collectivité et perçue par elle.

4•5 - L'entretien et le renouvellement

L'exploitant prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement.
En revanche, les frais résultants d'une faute de votre part sont à votre charge.
Le renouvellement du branchement est à la charge de la collectivité ou de l'exploitant.

4•6 - La modification du branchement

La charge financière d'une modification du branchement est supportée par le demandeur.
Dans le cas où le demandeur est l'exploitant ou la collectivité, les travaux sont réalisés par l'exploitant ou l'entreprise désignée par la collectivité.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

5- Les installations privées

On appelle « installations privées », les installations de collecte des eaux usées situées avant la boîte de branchement.

5•1 - Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés aux frais du propriétaire et par l'entrepreneur de votre choix.
Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux dispositions du code de la santé publique.
Les rejets sont collectés de manière séparée (eaux usées d'une part et eaux pluviales d'autre part), même si le réseau est unitaire, ceci afin de permettre une évolution ultérieure vers un réseau séparatif. Cette disposition ne s'applique pas aux branchements existants à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.
Vous devez laisser l'accès à vos installations privées à la collectivité et à l'exploitant pour vérifier leur conformité à la réglementation en vigueur.
La collectivité se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public.
Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, le risque persiste, la collectivité peut fermer totalement votre raccordement, jusqu'à la mise en conformité de vos installations.
De même, la collectivité peut refuser l'installation d'un raccordement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.
Vous devez notamment respecter les règles suivantes :

- assurer une collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales,
- vous assurer de la parfaite étanchéité des évacuations des eaux usées,
- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires, et ménagers, cuvettes de toilette, ...),
- poser toutes les colonnes de chute d'eaux usées verticalement et les munir d'évents prolongés au-dessus de la partie la plus élevée de la propriété,
- vous assurer que vos installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre les reflux d'eaux usées ou d'eaux pluviales en provenance du réseau public, notamment en cas de mise en charge accidentelle. A cette fin :
  - les canalisations, joints et les tampons des regards situés à un niveau inférieur à celui de la voie publique au droit de la construction devront pouvoir résister à la pression correspondante,
  - un dispositif s'opposant à tout reflux devra être mis en place si des appareils d'utilisation (sanitaires, siphons de sol, grilles d'évacuation des eaux pluviales ...) sont situés à un niveau inférieur à celui de la voie publique au droit de la construction.
- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ni installer des dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans les conduites d'eau potable,
- vous assurer de la déconnexion complète de tout dispositif d'assainissement individuel (dégraisseurs, fosses, filtres).

5•2 - L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées vous incombent complètement. L'exploitant ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

5•3 - Contrôles de conformité

Dispositions générales

Un contrôle de conformité est réalisé obligatoirement avant tout raccordement d'immeuble au réseau public ou lors des mutations de propriété.
Le service d'assainissement est seul habilité à réaliser les contrôles de conformité.
Le contrôle porte notamment :
– sur la séparation des eaux usées et des eaux pluviales sans inversion ni mélange,
– sur le raccordement des installations aux réseaux publics,
– sur l'absence de système d'assainissement autonome,
– sur la conformité du dispositif de gestion des eaux pluviales le cas échéant,
– sur la conformité avec les prescriptions de l'avis techniques émis lors de l'autorisation de construire,
– et sur la profondeur des regards de branchement, conformément à l'annexe 3 au présent règlement.

En vertu de l'article L.1331-11 du Code de la santé publique, les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées.

Contrôle de conformité avant raccordement

Le service d'assainissement vérifie, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises.
Le contrôle du branchement, tel que défini à l'article 4, est réalisé en tranchée ouverte pendant les jours et heures ouvrés. Le pétitionnaire informe le service d'assainissement du moment, pendant les jours et heures ouvrés, auquel le branchement peut être contrôlé en tranchée ouverte.
Dans le cas où des défauts sont constatés par le service, le propriétaire doit y remédier à ses frais dans un délai de 6 mois. A l'issue de ce délai, un nouveau contrôle doit être réalisé.
Le Syndicat se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public.
Si, malgré une mise en demeure de modifier les installations, le risque persiste, le syndicat peut fermer totalement le raccordement, jusqu'à la mise en conformité des installations.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

De même, le syndicat peut refuser le raccordement d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

Contrôle de conformité lors des mutations de propriété

Le vendeur a le devoir d'informer l'acquéreur sur le système d'assainissement de l'immeuble vendu et sur les éventuelles carences et anomalies affectant ce système.
Avant la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation, d'un établissement industriel, commercial, artisanal, agricole, etc. un contrôle de conformité des installations d'assainissement collectif de l'immeuble est obligatoire.
Si le contrôle révèle des non-conformités, le rapport mentionne les travaux à réaliser et le délai dans lequel ils devront être réalisés, conformément à l'article 8.11. A l'issue de ce délai, un nouveau contrôle doit être réalisé.

Les contrôles de conformité des installations privées, effectués à l'occasion de mutations de propriété sont facturés au demandeur pour un montant de 120 euros*.

6 – Participation au financement de l'assainissement collectif (PFAC)

LA PFAC a été instaurée sur le territoire syndical par délibération en date du 24 avril 2014 puis modifiée le 22 décembre 2020.
Cette délibération prévoit que la PFAC est prévue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article L.1331-1 du Code de la santé publique, c'est-à-dire les propriétaires d'immeubles d'habitation neufs, réalisés postérieurement à la mise en service du réseau public, et les propriétaires d'immeubles d'habitation préexistants à la construction du réseau.
La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ces travaux d'extension ou d'aménagement génèrent des eaux usées supplémentaires.
Le montant forfaitaire de la PFAC est défini par la délibération du 22 décembre 2020.

7 - Modification du règlement du service

Des modifications au présent règlement du service peuvent être décidées par la collectivité.
Elles sont portées à la connaissance des abonnés par affichage en mairie avant leur date de mise en application, puis à l'occasion de la prochaine facture.

(*) montant en vigueur au 01/01/2021 révisable chaque année dans les conditions prévues au contrat entre la collectivité et l'exploitant.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

Annexe 1 au règlement de service Rejet d'eaux usées assimilables aux eaux usées domestiques

Définition des activités impliquant des utilisations de l'eau assimilables aux utilisations à des fins domestiques

Les personnes abonnées au service d'eau potable ou disposant d'un forage pour leur alimentation en eau dont les activités impliquent des utilisations de l'eau assimilables aux utilisations de l'eau à des fins domestiques sont celles dont les locaux où a lieu la livraison d'eau permettent l'exercice des activités suivantes.

- Activités de commerce de détail, c'est-à-dire de vente au public de biens neufs ou d'occasion essentiellement destinés à la consommation des particuliers ou des ménages
- Activités de services contribuant aux soins d'hygiène des personnes, laveries automatiques, nettoyage à sec de vêtements, coiffure, établissements de bains-douches
- Activités d'hôtellerie, résidences de tourisme, camping et caravanage, parcs résidentiels de loisirs, centres de soins médicaux ou sociaux pour de courts ou de longs séjours, congrégations religieuses, hébergement de militaires, hébergement d'étudiants ou de travailleurs pour de longs séjours, centres pénitenciers
- Activités de services et d'administration pour lesquelles les pollutions de l'eau résultent principalement des besoins visés à l'article R. 213-48-1 du code de l'environnement
- Activités de restauration, qu'il s'agisse de restaurants traditionnels, de self-services ou d'établissements proposant des plats à emporter
- Activités d'édition à l'exclusion de la réalisation des supports
- Activités de production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, d'enregistrement sonore et d'édition musicale, de production et de diffusion de radio et de télévision, de télédiffusion, de traitement, d'hébergement et de recherche de données
- Activités de programmation et de conseil en informatique et autres services professionnels et techniques de nature informatique
- Activités administratives et financières de commerce de gros, de poste et de courrier, de services financiers et d'assurances, de services de caisses de retraite, de services juridiques et comptables, activités immobilières
- Activités de sièges sociaux
- Activités de services au public ou aux industries comme les activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et d'analyses techniques, activités de publicité et d'études de marché, activités de fournitures de contrats de location et de location bail, activités de service dans le domaine de l'emploi, activités des agences de voyage et des services de réservation
- Activités d'enseignement
- Activités de services d'action sociale, d'administrations publiques et de sécurité sociale, ainsi que les activités administratives d'organisations associatives et d'organisations ou d'organismes extraterritoriaux
- Activités pour la santé humaine, à l'exclusion des hôpitaux généraux et spécialisés en médecine ou chirurgie
- Activités de services en matière de culture et de divertissement, y compris les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles
- Activités d'exploitation d'installations de jeux de hasard
- Activités sportives, récréatives et de loisirs
- Activités des locaux permettant l'accueil de voyageurs

Principales catégories d'activités et prétraitements appropriés

- Métiers de bouche : séparateur à graisses
- Aires de lavage automobiles / Mécanique : séparateur à hydrocarbures garantissant un rejet en sorite < 5mg/l
- Activités des soins dentaires : séparateur d'amalgames dentaires
- Ateliers divers / activités à rejet polluants : bac de décantation, bac de neutralisation

Conditions de raccordement pour le déversement d'eaux usées assimilées domestiques

Le raccordement au réseau public de collecte des établissements déversant des eaux usées assimilées domestiques n'est pas obligatoire.
Toutefois leur raccordement constitue un droit dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.
Il appartient au demandeur (propriétaire ou occupant ou abonné au service d'eau) de faire valoir son droit au raccordement par une demande écrite adressée à la collectivité ou à l'exploitant. Cette demande doit mentionner la nature des activités et les caractéristiques (qualitatives et quantitatives) des effluents rejetés et toutes les informations nécessaires à la collectivité pour s'assurer de la capacité de son système d'assainissement à collecter et traiter l'effluent en question. Le demandeur pourra le cas échéant compléter la fiche de renseignement établie par la collectivité.
En retour la collectivité notifiera au demandeur son refus ou son acceptation. Cette dernière pourra être conditionnée au versement d'une participation financière et à la fixation de conditions techniques spécifiques.

Prescriptions générales du rejet

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :

- de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
- d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
- d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
- d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

- d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.

L'établissement s'engage à alerter immédiatement le service d'assainissement en cas de rejet accidentel au réseau d'assainissement de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux, ou des rejets non conformes au présent règlement. L'établissement précisera la nature et la quantité de produit déversé.

Obligation d'entretien des installations de prétraitement

L'Etablissement a obligation de maintenir en permanence ses installations d'obturation d'urgence, de prétraitement et de récupération en bon état de fonctionnement lorsque de telles installations sont en place.

Il doit par ailleurs s'assurer que les déchets récupérés par lesdites installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur. Selon la nature des activités et les caractéristiques de l'installation, notamment en présence de prétraitement, l'Etablissement doit :

- faire procéder à la vidange et au nettoyage de ses installations de prétraitement et récupération aussi souvent que nécessaire et au minimum une fois par an. Les matières seront acheminées vers un centre de traitement agréé adapté à la nature des matières de vidange extraites ;
- fournir une fois par an à l'exploitant du service assainissement les informations ou certificats correspondants attestant de l'entretien régulier de ses installations de prétraitement et du devenir des déchets issus de l'activité.

Le demandeur, en tout état de cause, demeure seul responsable de ses installations et des déchets produits.

Prescriptions spécifiques

Des prescriptions techniques particulières pourront être établies au cas par cas en fonction des caractéristiques de l'activité.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

SIVU
Assainissement de la Vallée d'Ossau

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Assainissement sur l'exercice 2023

SIVU - Assainissement de la Vallée d'Ossau
2 place de l'hôtel de ville - 64260 ARUDY
contact@sivu-ossau.fr Tél. 05 59 05 99 40

SIVU
Assainissement de la Vallée d'Ossau

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau intercommunal par le SIVU d'Assainissement de la Vallée d'Ossau. Le SIVU est compétent pour la collecte, le transport et le traitement des eaux usées.

Depuis le 1er janvier 2022, le SIVU dessert 8 communes :

- Arudy,
- Bescat,
- Castet,
- Izeste,
- Louvie-Juzon, et
- Lys
- Sainte-Colome
- Sévignacq-Meyracq

Un zonage assainissement collectif existe sur le territoire (reçu en préfecture le 27 avril 2009).

1.2. Mode de gestion du service

Depuis le 1er janvier 2021, une délégation de service public a été mise en place pour 7 ans (fin le 31/12/2027). Agur est le titulaire du contrat.

Un règlement de service existe et fixe les modalités de gestion du SIVU d'assainissement de la Vallée d'Ossau.

1.3. Estimation de la population desservie

Le tableau suivant présente l'évolution de l'estimation desservie. Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

L'estimation faite est de 3 136 habitants mais ce chiffre n'est pas fiable ; un travail de terrain important serait à mener.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

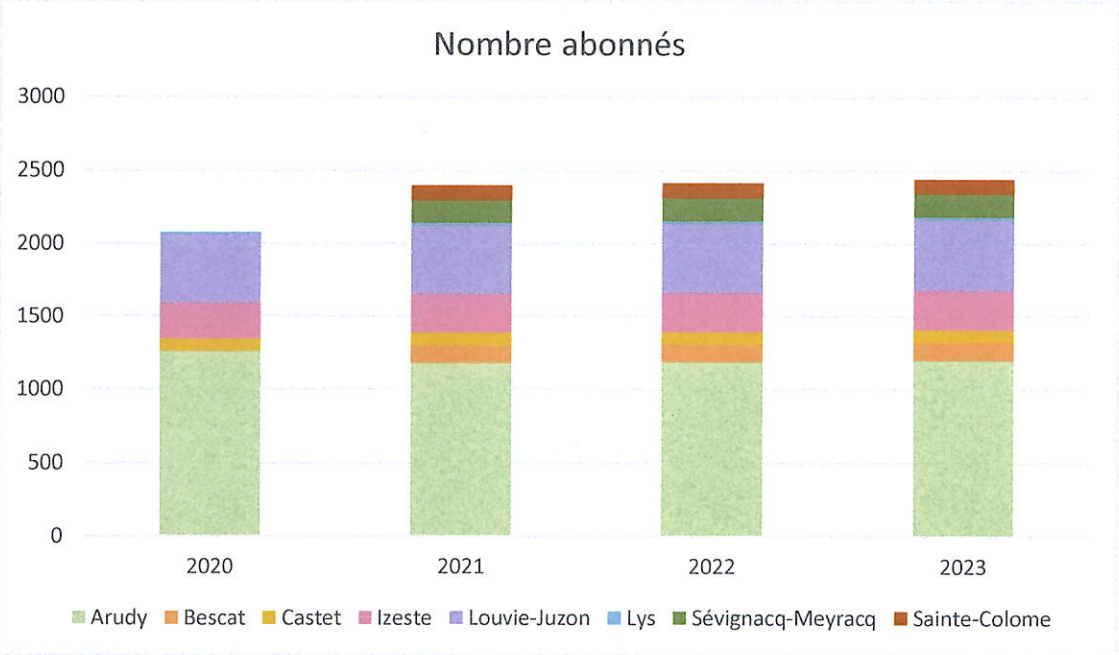
1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le tableau suivant montre l'évolution du nombre d'abonnés.

Indicateur	2020	2021	2022	2023	Variation
VP.056 – Nombre d'abonnements	**2 077**	**2 398**	**2 414**	**2444**	**1,24%**
Arudy	1 257	1 176	1 183	1 199	1,35%
Bescat		120	120	123	2,5%
Castet	86	88	88	86	-2,27%
Izeste	246	265	267	270	1,12%
Louvie-Juzon	474	475	479	486	1,46%
Lys	14	15	16	17	6,25%
Sévignacq-Meyracq		155	157	160	1,91%
Sainte-Colome		104	104	103	0,96%

Un travail important doit être réalisé pour fiabiliser le fichier client. On peut tout de même noter une légère augmentation du nombre d'abonnés.



En 2023, 8 branchements neufs ont été réalisés selon les données transmises par le délégataire.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

1.5. Volumes facturés et traités

Les volumes facturés en 2023 sont moindres qu'en 2022. Les volumes traités évoluent en fonction de la pluviométrie. On note toujours un volume d'entrée d'eau parasite conséquent. La nouvelle station d'Arudy est en service et traite l'ensemble des flux de l'ancienne station de Bescat.

Indicateur	2020	2021	2022	2023	Variation
Volumes facturés en m3	168 829	197 396	189 886	181 138	- 4,61%
Volumes en entrée de station	222 858	232 836	260 594	376 606	44,52%
Volumes traités	223 903	254 830	259 431	343 099	32.25%
Taux d'eau parasite	24,60%	22,54%	26,81%	47.21%	

1.6. Détail des imports et exports d'effluents

Le SIVU n'est pas concerné par des imports ou experts d'effluents.

1.7. Déversements d'effluents industriels

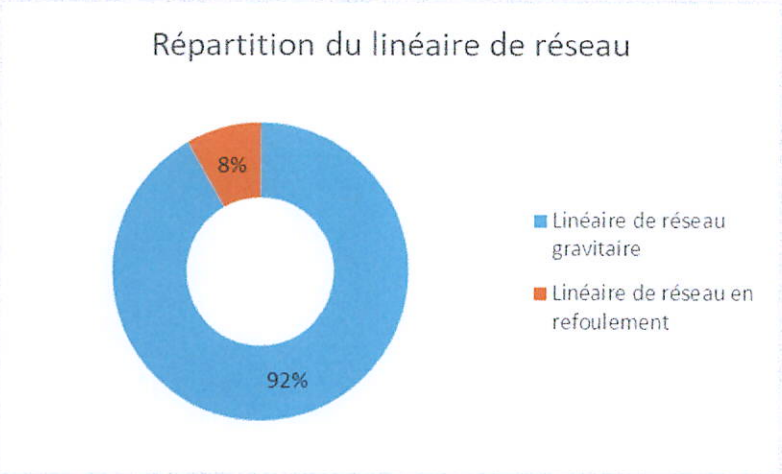
Un travail important de mise à jour de ces conventions est en cours avec l'arrivée du nouveau délégataire. Le travail d'enquête et de visite se poursuit mais la signature des premières conventions a pris du retard. 2024 devrait permettre de signer les premières conventions.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

1.8. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements)

Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué de 56,125 km dont :

- 4,5 km de réseau en refoulement ;
- 51,5 km de réseau gravitaire.



Le réseau comporte les ouvrages suivants :

Communes	Bassins d'orage	Déversoirs d'orage	Postes de refoulement
Arudy	2	3	5
Bescat	0	1	1
Castet	0	0	4
Izeste	1	1	0
Louvie-Juzon	2	2	4
Lys	0	0	1
Sévignacq-Meyracq	0	1	1
Sainte-Colome	0		2
Total	**5**	**8**	**18**

En 2023, l'ensemble des postes de refoulement (à l'exception du Pr la maison pour tous à Lys) et des bassins d'orage sont équipés de télé-surveillance.

Le poste de refoulement de la maison pour tous à Lys est dépourvu de télé-surveillance compte tenu de sa faible capacité et de son temps de fonctionnement très limité au cours d'une année.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

1.9. Ouvrages d'épuration des eaux usées

Le SIVU gère deux stations d'épuration dont les caractéristiques sont rappelées dans le tableau suivant :

Nom	STEP d'Arudy	STEP de Lys	STEP de Bescat
Date de mise en service	2022	2010	Abandonnée
Capacité nominale (équivalent habitant)	7000	150	
Type	Boues activées	Filtres plantés	
Arrêté de rejet	19/06/2018	N/A	

Mi-octobre 2022, la STEP de Bescat a été mise hors service; la STEP d'Arudy prenant alors le relais. La STEP d'Arudy a été officiellement réceptionnée en janvier 2023.

1.10. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration

La filière de traitement des boues est composée d'une partie déshydratation et d'un compostage. Le volume de boue entre 2022 et 2023 est en légère hausse de 3,75%.

Indicateur	2021	2022	2023	Variation
D203.0 Quantité de boue issues des ouvrages d'épuration (Tonne de matière Sèche)	37,8	38,6	40,05	3,75%

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2023 et 01/01/2024 sont les suivants :

Tarifs	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2024	Variation entre 01/01/23 et 01/01/24
Part de la collectivité				
Part fixe (€ HT/an)	45,00 €	55,00 €	55,00 €	0,0 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)	0,5800 €	0,8100 €	0,8100 €	0,0 %
Part du délégataire				
Part fixe (€ HT/an)	11,06 €	12,52 €	17,54 €	40,1 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)	0,8888 €	1,0055 €	1,1809 €	17,4 %
Taxes et redevances				
Taux de TVA	10, 00 %	10,00 %	10,00 %	
Modernisation des réseaux de collecte (€ HT/m3)	0,2500 €	0,2500 €	0,2500 €	0,0%

Une augmentation des tarifs de la collectivité a été décidée en 2022 pour faire face à la hausse des annuités d'emprunts contractés pour les travaux de la STEP d'Arudy.

2.2. Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2023 et au 01/01/2024 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	01/01/2023	01/01/2024	Variation entre 01/01/23 et 01/01/24
Part de la collectivité	**152,20 €**	**152,20 €**	**0,0 %**
Part fixe (€ HT/an)	55,00 €	55,00 €	0,0 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)	97,20 €	97,20 €	0,0 %
Part du délégataire	**133,18 €**	**159,25 €**	**19,58 %**
Part fixe (€ HT/an)	12,52 €	17,54 €	40,1 %
Part proportionnelle (€ HT/m3)	120,66 €	141,71 €	17,4 %
Taxes et redevances	**61,54 €**	**64,15 €**	**4,24 %**
TVA	31,54 €	34,15 €	8,28 %
Modernisation des réseaux de collecte (€ HT/m3)	30 €	30 €	0,00 %
Total	**346,92 €**	**375,60 €**	**8,27%**
Total hors taxe et redevance / m3	**2,38 €**	**2,61 €**	**9,66 %**
Total / m3	**2,89 €**	**3,13 €**	**8,30 %**

La facturation est effectuée avec une fréquence semestrielle. Elle est assurée par les services d'eau potable (Délégataire du SIAEP de la Vallée d'Ossau sauf pour Castet où la Mairie gère la facturation).

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

2.3. Recettes

Type de Recette	Exercice 2022	Exercice 2023	Variation entre 2022 et 2023
Redevance eaux usées usage domestique	270 543,72 €	229 897.44€	0,0 %
Recettes de raccordement	5 560,00 €	45 140,00 €	0,0 %
Prime de l'Agence de l'Eau	4 222,00 €	0,00 €	0,0 %
Total des recettes	280325.72 €	275 037.44 €	19,58 %

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)

Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} * 100$$

A ce stade, le SIVU n'a pas une connaissance suffisamment fine des maisons situées en zonage d'assainissement collectif et qui ne sont pas raccordées pour déterminer ce taux. Un travail important doit être réalisé avec le SPANC pour fiabiliser ces données et le fichier client. La nécessité de revoir le zonage d'assainissement collectif va se poser avec la révision des différents documents d'urbanisme sur le périmètre.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P.202.2)

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100, avec le barème suivant :

Partie	Descriptif	2022
Partie A : Plan des réseaux	Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes et les points d'autosurveillance du réseau	10
Partie A : Plan des réseaux	Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour des réseaux	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	Existence d'un inventaire détaillé (matériaux, classification, linéaire…) des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10
Partie B : Inventaire des réseaux	Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les matériaux et diamètre (1 point par tranche de 10%).	3
Partie B : Inventaire des réseaux	Existence d'une information sur les dates de pose des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

Partie B : Inventaire des réseaux	Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les dates de pose (1 point par tranche de 10%).	3
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	26
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	Existence d'un inventaire détaillé sur l'altimétrie des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	8
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur l'altimétrie (1 point par tranche de 10%)	2
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage,...)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	Localisation des interventions et travaux réalisés pour chaque tronçon de réseau (curage, désobstruction, renouvellement...)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	Existence et mise en oeuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	Existence et mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif sur 3 ans)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	50
TOTAL (indicateur P202.2B)	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	91

Cet indice reste comparable à 2022 (94).

SIVU - Assainissement de la Vallée d'Ossau
2 place de l'hôtel de ville - 64260 ARUDY
contact@sivu-ossau.fr Tél. 05 59 05 99 40

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

3.3. Conformité de la collecte des effluents (P203.3)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque système de collecte (ensemble de réseaux aboutissant à une même station) – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par l'importance de la charge brute de pollution organique transitant par chaque système.

Indicateur	2020	2021	2022	2023
P203.3 - Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	100 %	100 %	100%	100 %

3.4. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

Indicateur	2020	2021	2022	2023
P204.3 - Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	0 %	0 %	45%	100 %

3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

Indicateur	2020	2021	2022	2023
P205.3 - Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	0 %	0 %	93 %	100 %

Ici, une seule station est concernée par cet indicateur : Arudy. La nouvelle station a été mise en service en juillet 2022 ; pour elle, 100% des contrôles étaient conformes. Sur l'ancienne, seulement 83%.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)

Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- Le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- La filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

La filière d'évacuation des boues est la valorisation agricole.

Indicateur	2020	2021	2022	2023
P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100 %	100 %	100 %	100 %

4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers

Montants financiers	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	385 476,01 €	2 422 557, 80 €	378 572,64€
Montant des subventions en €	698 242,93 €	671 782,33 €	324 066,14 €

4.2. Etat de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

Montants financiers	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023
Encours de la dette au 31 décembre 2023 (montant restant dû en €)	2 194 208,02 €	2 424 339,97 €	2 410 599,57 €
Montant remboursé durant l'exercice en € (en capital)	78 046,50 €	99 850,87 €	123 641,31 €
Montant remboursé durant l'exercice en € (en intérêt)	23 162,02 €	30 997,88 €	30 097,53 €

L'en-cours de la dette s'explique en particulier par l'emprunt signé fin 2021 pour la STEP d'Arudy et les travaux de raccordement de la STEP de Bescat suite à sa démolition.

4.3. Amortissements

Pour l'exercice 2023, la dotation aux amortissements a été de 182 925 €.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux

Dans le cadre du schéma directeur de 2015, un programme de travaux a été adopté par le syndicat. Pour l'exercice 2023, Les études de faisabilité pour l'OP pont germe ont été lancées ainsi que le schéma directeur pluvial et d'eaux usées.

Le tableau suivant montre les actions à mener ces prochaines années afin d'améliorer la qualité de service et les performances environnementales. Ce programme de travaux pourra être amender par le nouveau schéma directeur dont le rendu est attendu pour 2025.

	2022	2023	2024	2025	2026	Subvention
Mieux connaître son réseau						
Diagostic permanent	x					
Campagne AGUR		x	x	x	x	
Consolider la donnée - SIG				50 000,00 €		0%
Mise en oeuvre du diagnostic		x	x	x	x	
Renouveler les réseaux						
Renouvellement Curatif - Diag permanent		10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	0%
Renouvellement Curatif - Casses		10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	0%
Renouvellement Préventif - OP Pont Germe		500 000,00 €	700 000,00 €			30%
Renouvellement Préventif - Travaux issus du SD				300 000,00 €	180 000,00 €	30%
Vérifier la conformité des branchements	x	x	x	x	x	
Mettre en place un cadre réglementaire						
Réglement de service	x					
Zonage Pluvial	x	x				50%
Convention de déversement		x				
Programmer les travaux						
Schéma directeur		30 000,00 €	100 000,00 €	30 000,00 €		50%
Prospective financière		x	x			
Dépenses HT	0,00 €	550 000,00 €	820 000,00 €	400 000,00 €	200 000,00 €	
Subventions	0,00 €	165 000,00 €	260 000,00 €	105 000,00 €	54 000,00 €	
Reste à financer	0,00 €	385 000,00 €	560 000,00 €	295 000,00 €	146 000,00 €	

4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice

La révision du schéma directeur d'assainissement qui est en cours permettra d'identifier les nouvelles priorités, notamment pour limiter encore et toujours les entrées d'eaux parasites.

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_04-DE

5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créances ou versements à un fond de solidarité (P207.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- Les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- Les abandons de créances à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2022, le service n'a pas reçu de demandes d'abandon de créances. 0 € ont été abandonné et/ou versés à un fond de solidarité, soit 0 €/m3 pour l'année 2023 (0 €/m3 en 2022).

5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)

Il n'a été mené aucune opération prévue dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

Département des Pyrénées-Atlantiques
COMMUNE DE SAINTE-COLOME

Envoyé en préfecture le 22/01/2025
Reçu en préfecture le 22/01/2025
Publié le
ID : 064-216404731-20250121-2025_21_01_05-DE

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 janvier 2025

L'An deux mil vingt-cinq, le vingt-et-un janvier à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie de Sainte-Colome, sous la présidence du Premier Adjoint, Bernard PINOUT, agissant par suppléance.

Date de convocation : 17 janvier 2025
Présents : Mesdames Marie-Anne CARRILLO et Françoise COUMES, Messieurs Frédéric AUGAREILS, Éric DELIE, Grégory LABEDE, Bernard PINOUT et André SAMSON.
Président de séance : Monsieur Bernard PINOUT.
Secrétaire de séance : Madame Marie-Anne CARRILLO.

OBJET : SOUTIEN AUX ACTIONS D'URGENCE ET DE RECONSTRUCTION DE MAYOTTE

Membres en exercice : 7 **Présents : 7** **Procurations : 0**
Votes : 7 **Pour : 7** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Monsieur le Premier Adjoint rappelle au Conseil Municipal que le territoire de Mayotte a subi des destructions sans précédent suite au passage du cyclone Chido le 14 décembre 2024 et lui propose de faire un don pour concourir aux actions d'urgence et de reconstruction.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

DÉCIDE de faire un don d'un montant de 200 € à la Protection Civile,

CHARGE le Premier Adjoint d'effectuer toutes les démarches nécessaires.

Fait et délibéré à SAINTE-COLOME,
les jours et mois et an que dessus.
Pour extrait conforme,

Le Premier Adjoint, par suppléance,

MAIRIE DE STE-COLOME 64260 (Pyr.-Atlantiques)

Bernard PINOUT

Le secrétaire de séance,

Marie-Anne CARRILLO

Acte rendu exécutoire
après transmission à la sous-préfecture le : 22 JAN. 2025
et affichage le : 22 JAN. 2025